

Couper Internet, l'arme favorite des régimes autoritaires

Monde Le recours à cette mesure pour étouffer les oppositions est de plus en plus répandu.

Éclairage Carole Tassin

Il y a dix jours, 48 millions d'Afghans ont été privés de réseaux téléphoniques et d'accès à Internet, mettant le pays à l'arrêt. Des restrictions moins sévères avaient déjà été opérées depuis le début du mois de septembre jusqu'à, finalement, cette déconnexion totale. La mesure, qui a duré deux jours, a été décrétée par les autorités talibanes pour empêcher la "diffusion du vice".

En 2024, au Soudan, de telles coupures ont fait perdre environ 1,12 milliard de dollars (environ 1 milliard d'euros), soit 72 % des pertes globales du pays la même année. Au total, le réseau a été coupé durant 12 707 heures, affectant près de 23,4 millions de personnes. Ces blocages volontaires interviennent dans un contexte de violences accrues qui opposent les Forces armées soudanaises et les Forces de soutien rapide depuis avril 2023.

"Pour bloquer l'accès à certains sites, on peut bloquer ce système pour que les données ne correspondent plus à leur adresse."

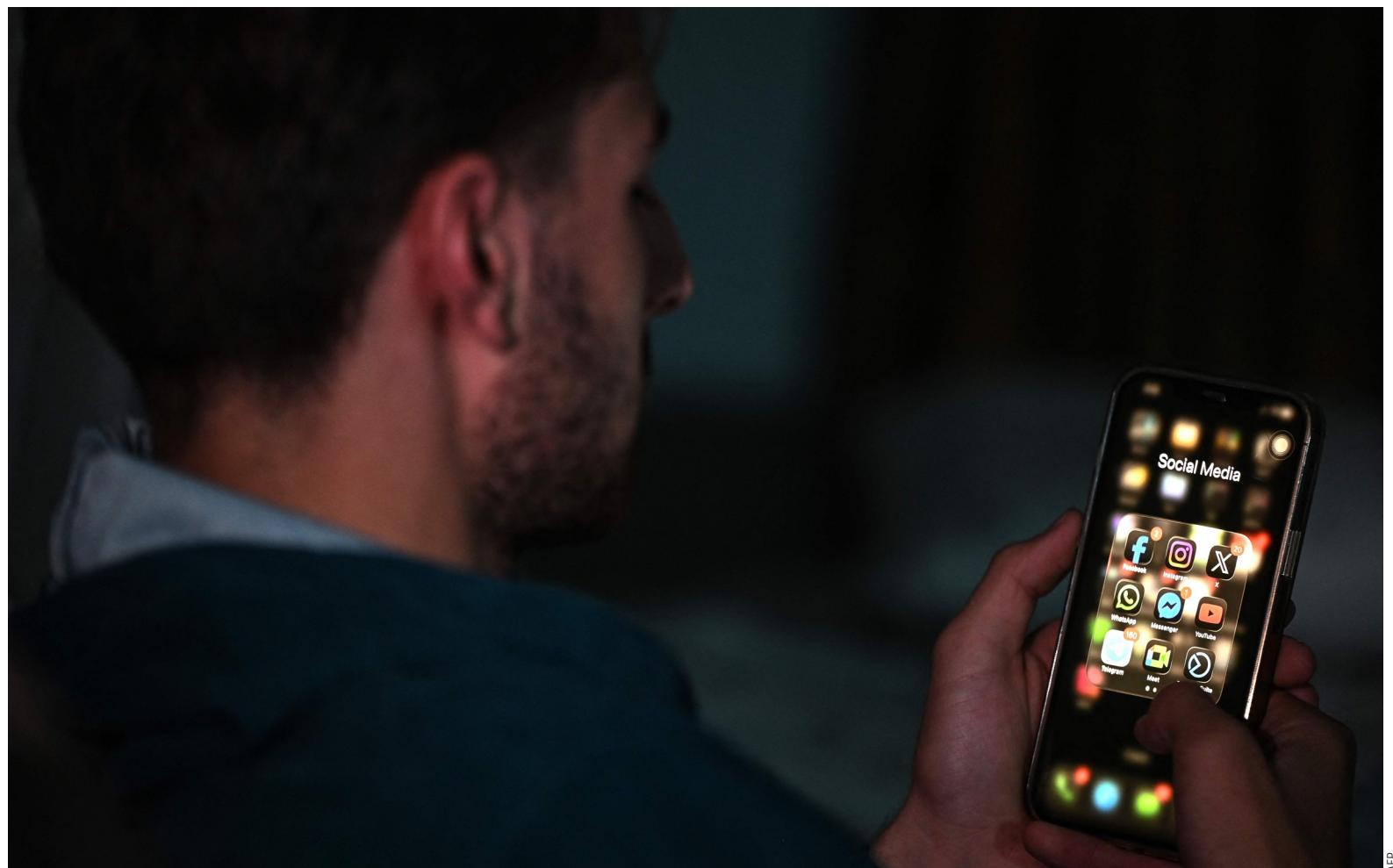
Olivier Bonaventure
professeur à l'UCLouvain
et expert en cybersécurité

Les deux camps "ont recours aux coupures d'Internet pour bloquer la circulation de l'information dans les zones contrôlées par la faction adverse", dénonce l'organisation de défense des droits numériques Access Now. Cette situation fragilise la mise en place d'aide d'urgence et d'aide humanitaire pour les populations civiles.

Une tendance en pleine croissance

Selon le Service européen pour l'action extérieure, "couper le web" englobe "toutes les mesures prises par les gouvernements, ou en leur nom, pour prévenir et perturber l'utilisation des systèmes d'information". Depuis 2018, l'Inde a subi 413 coupures, ce qui la place à la première place du classement de l'organisation Internet Society, suivie par l'Irak et la Syrie avec respectivement 160 et 73 coupures. Access Now pointe également une augmentation significative de 35 % du nombre de pays touchés par ces coupures.

Ces blocages sont exercés dans de nombreux pays par des régimes autoritaires et visent à contrôler la circulation de l'information dans une zone géographique précise, ce qui met à mal le respect des principes démocratiques et des droits humains. En limitant la possibilité de communiquer des citoyens, ces acteurs tentent d'invisibiliser les



L'accès à Internet a été restreint pendant plusieurs jours en Afghanistan pour empêcher la "diffusion du vice".